

Acerbi, 1742. Ferraris, *Bibliotheca Canonica*, etc., v^e Spicæ. — Liguori, *Op. Mor.*, l. III, n. 529, quer. 2.

715. b. *Quoad res inventus*, non valet dicere, quod juxta præsumptam domini voluntatem est res illa eroganda in usus pios; nam quando attentis dictis circumstantiis, judicari potest, quod dominus amplius non possit inveniri (ut evenit in casu, quo omnia a supra memorata civili lege præscripta impleantur), tunc nulla supponi debet præsumpta domini voluntas; nam iste per suam impossibilitatem eam recuperandi, ejus dominium prouersus amisit. Hanc sententiam expresse docet S. Thomas, qui ait : *Si (res) pro derelictis habeantur, et hoc credit inventor, licet sibi eas retineat, non committit furtum* (2, 2, q. 66, a. 5). Ratio a priori est, quia jus gentium tribuit privatis dominium rerum non ad aliud, quam ut illis utantur. Hinc quando est impossibile rem pervenire ad ipsorum usum, illa tanquam derelicta evadit nullius, et redit ad primævum jus naturæ; ac ideo fit primi occupantis sine ulla obligatione (Liguori, *Op. Mor.*, l. III, n. 603. — Gousset, *Théol.*, n. 704).

716. *Quid (dices) si Confessarius a paenitente rogetur de rerum inventarum restitutione domino facienda?* — Confessarius non debet in se tale onus suscipere, nisi aliter restitutio satis commode fieri nequeat. Quo in casu ad omnem suspicionis notam effugiendam, attestacionem peractæ restitutionis in scripto exaratam a domino ipso reportet, eamque paenitenti caute consignet. Ita Synodus Novariensis, pag. 124.

717. V. etiam Gousset, *Théol.*, n. 104. Ubi hæc habet : « Quant aux choses perdues dont le maître ne se présente pas, doit-on les laisser à l'inventeur? 1° Tous les théologiens conviennent que celui qui a trouvé une chose égarée qui mérite d'être regrettée par celui qui l'a perdue doit la faire publier dans les lieux où elle a été recueillie, afin qu'on puisse la réclamer. L'inventeur ne peut se l'approprier, sans avoir fait préalablement les publications accoutumées; 2° celui qui a trouvé une chose quelconque, de quelque peu de valeur qu'elle soit, doit la rendre à celui qui la réclame si celui-ci prouve qu'elle lui appartient; 3° si le maître ne se présente pas, on ne peut s'opposer au régisseur des domaines qui, en vertu de quelque loi, réclamerait une épave au profit de l'État. Le gouvernement a le droit de s'approprier les choses perdues dont on ne peut découvrir le maître; 4° enfin, si après avoir fait les publications prescrites l'épave n'est point réclamée ni par le propriétaire ni par l'État, le parti le plus sûr, conformément au sentiment le plus commun parmi les auteurs ecclésiastiques, serait d'en disposer en faveur des pauvres ou en œuvres pie. Il en est de même pour les choses qui sont trop peu considérables pour mériter

ADNOTATIONES.

d'être publiées. Si l'inventeur est pauvre lui-même quoique moins pauvre que d'autres, il pourra, de l'aveu de tous, se les approprier, et en disposer à volonté. — Mais, si l'inventeur ne peut se regarder comme pauvre, commettra-t-il une injustice en gardant pour lui-même les choses perdues dont il n'a pu découvrir le maître? La plupart des théologiens pensent qu'il se rendrait coupable d'injustice, parce que, disent-ils, l'inventeur ne peut se les approprier sans aller contre l'intention du maître, qui est alors présumé vouloir que les choses égarées, qu'il ne peut recouvrer, soient employées en bonnes œuvres. Cependant plusieurs docteurs de réputation, dont le sentiment est probable, dispensent l'inventeur de l'obligation d'employer en bonnes œuvres les objets qu'il a trouvés. Ils se fondent et sur l'enseignement des jurisconsultes, et sur la condonation mutuelle générale et tacite qu'invoquent les fidèles eux-mêmes, qui s'attribuent assez communément les choses dont il s'agit, les regardant comme une compensation des choses qu'ils ont perdues, ou qu'ils sont exposés à perdre tous les jours. — Quo qu'il en soit, pour ne pas confondre l'incertain avec le certain, il est prudent de ne pas insister, dans les instructions qu'on fait au peuple, sur l'obligation de donner aux pauvres les choses trouvées dont le maître ne se présente pas. On y exhortera les fidèles comme à un acte de charité, évitant ce qui pourrait leur faire croire qu'ils y sont tenus comme à un acte de justice. — Quand il s'agit de rendre au maître les choses qu'on a trouvées, on n'en doit rien exiger. On peut seulement recevoir ce qu'il offre librement : cependant on est en droit de réclamer le remboursement des dépenses qu'on a été obligé de faire, soit pour découvrir le maître, soit pour la conservation de la chose qu'on lui rend. — Nous ferons remarquer, tant pour le for intérieur que pour le for extérieur, que, si le possesseur actuel de la chose perdue l'a achetée dans une foire, ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut la réclamer qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté. » — Cod. civ. Gall., art. 2280, § 1, n. 1. Not. édit.

718. « Quelques ouvriers, réparant la voie publique en 1848, trouvèrent fortuitement quelques fragments des statues et d'autres objets d'art dans une propriété du Chapitre de Saint-Jean de Latran. Les chanoines firent opérer des fouilles qui amenèrent la découverte de monuments de très-grand prix. Le gouvernement les acheta pour en orner le Musée de Saint-Jean de Latran, au prix de 1200 écus, dont 50 pour les objets découverts par les ouvriers, et 1150 pour ceux que les chanoines avaient trouvés. Les fouilles avaient coûté environ 80 écus. Lorsqu'il fallut délibérer sur la destination de cette somme,

l'assemblée capitulaire se fractionna en plusieurs sentiments. Les uns furent d'avis qu'elle appartenait entièrement à la mense capitulaire; selon d'autres, la moitié appartenait à la mense et l'autre moitié devait être partagée entre les chanoines qui étaient dans le chapitre au moment de la découverte; d'autres, enfin, qu'elle devait être entièrement pour les chanoines. Devant une si grande disparité de sentiment, il fut décidé à l'unanimité de soumettre la question à la S. Congrégation du Concile. Elle s'est prononcée pour la mense. Au doute : *An et cuius favore constet de pertinentia ex integro, vel ex parte summae retractæ ex venditione monumentorum in casu, etc.* Elle a répondu : *Affirmative favore mensæ Capitularis ex integro.* Die 28 jan. 1854 (V. *Analecta juris pontificii*, 1854, pag. 1165).

719. *Quid de bonis naufragorum? suntne inter derelicta habenda?* Negative : *alia sane causa* (ad rem Justinianus, cui ceteri legislatores conformantur) *est earum rerum, quæ in tempestate levandæ naves causa ejiciuntur; hæ enim dominorum permanent, quia palam est eas non eo animo ejici, quod quis eas habere nolit, sed quo magis cum ipsa navi maris periculum effugiat: qua de causa si quis eas fluctibus expulsas vel etiam in ipso mari nascas, lucrandi animo abstulerit, furtum committit. Nec longe videntur discedere ab iis quæ de rheda currente, non intelligentibus dominis, cadunt* (Inst., I. II, t. 1, de rer. div.). Imo si naufragorum bona pertineant ad Christianos, ea surripientes incurront excommunicationem late sententiæ (Decr. Greg., t. V, de excomm., c. III. — V. Ferraris, V. *Naufragantes*). Hic etiam notamus, quod tum jura super bona in mare projecta, aut a mari rejecta, tum jura super plantas et herbas, que crescent juxta litus, propriis reguntur legibus (Cod. civ. Ped. a. 691. — C. A. 588, 408. — C. G. 717. — C. S. 637).

(I) Page 409.

720. *An (quæres) omnes, qui usum rationis habent valide, possint de bonis suis per testamentum disponere ipso jure naturæ?* Affirmant communiter, et probant : — 1. ex Scriptura, ubi legitur : *Addiditque Abraham: Mihi autem non dedisti semen, et ecce vernaculus meus (Eliezer) hæres meus erit* (Gen. 15). Unde sic : Abraham nullis tunc, saltem valde probabiliter, regebat legibus positivis; atqui tamen intendebat servum suum instituire bonorum suorum hæredem, sive de bonis suis per actum testamentarium disposuisset : ergo persuasum habebat talém facultatem a legibus positivis non exquiriri; — 2. ex ratione : supponamus plures homines in quadam insula,

nullis legibus positivis subjectos. Unus prope mortem dicit aliis : *Volo ut cum obiero, bona mea inter vos sic dividatis*: Petrus habebit vestes meas, Paulus libros, etc. Vel illa dispositio est valida, vel non : si valida est, facultas disponendi per testamentum est naturalis; si non esset valida, tunc bona defuncti erunt primi occupantis, et non obstante illius dispositione, fortior poterit absque ceterorum injuria, omnia sibi arrogare. At hoc rectæ rationi et obvio sensui repugnat : etenim *nihil est tam conveniens, naturali æquitati*, ait Justinianus, *quam voluntatem domini volentis rem suam in alium transferri, ratam habere* (Inst. De rerum divis., § 40). Adde ex naturali lege quisque suum donare potest sub conditione suspensiva ; talis autem est donatio per testamentum : est nempe donatio sub conditione mortis. Hinc sequitur quascumque dispositiones, lege positiva non clare prohibitas, esse validas per se ; facultate enim naturali valide et licite uti possumus, dum illius usus nulla certe lege restringitur. Bouvier.

721. Quod testamenti confectionem in Regno Austriaco haec specialius notantur : tribus modis testamentum fieri potest, privatum, cum testibus et præsente judge.

1^o *Privatum*, scribendo scilicet manu propria testamentum et se subscribendo ; et nulla requiritur necessario diei designatio, anni et loci ; cautius tamen erit si apponatur. C. A. 578;

2^o *Cum testibus* et voce et scripto. *Voce*, verbis scilicet, ultimam declarando voluntatem coram tribus testibus, quorum si unus a vita migret, duorum sufficit testimonium ; invalidum esset testamentum, si unus tantum testis superesset. *Scripto*, et nomen suum propria manu testator subscribet, et coram tribus legitimis testibus, quorum duo saltem sint præsentes simul, declarare debet scriptum illud ultimam suam continere voluntatem; insuper opus est, ut singuli tres testes vel intus, vel extra, semper tamen ipsi documento se ut testes ultimæ voluntatis subscrivant. Quod si testator scribere nesciat, aut nequeat, aut nolit præter relatas formulas, signum cruciis ab eo est supponendum coram tribus testibus simul præsentibus. Quod si legere nesciat, aut nequeat, necesse est etiam ad validitatem, ut testamentum ab aliquo ex testibus coram aliis legatur, et declareret testator illud suæ consitaneum esse voluntati. C. A. 578 et seqq. (Cautum erit si unus ex testibus testatoris nomen scribat notando id egiisse ex ejus mandato, sed non requiritur ad validitatem. C. A. 580);

3^o *Præsente judge*, vel voce, vel traditione testamenti clausi, saltem a testatore subscripti. Præter judicem requiritur etiam persona publica judiciali fungens officio, et hac deficiente, requiruntur duo testes. C. A. 569.

Ex Cod. Austr. §§ 591 et seqq. ad testis officium notantur uti

inepti : qui usu rationis carent, cæci, surdi, muti, qui testatoris linguam ignorant, damnati ob criminale fraudis delictum, foeminæ, Religiosi ; qui nondum 18 annos habent completos; non christiani pro christiano testatore ; hæres et legatarius quad hæreditatem ac legatum ; hæredis ac legatarii uxores ; consanguinei et affines in primo gradu, eorumque domestici mercede conducti. — Religiosi tamen, mulieres et adolescentes qui 14 annum compleverunt sunt testes idonei in testamentis privilegiatis, et tunc duo sufficiunt.

Jure Romano testes esse debent masculi, puberes, liberi, non surdi, non muti, non cæci, non intestabiles a lege, non hæredes in testamento, nec domestici testatoris vel hæredis; non excluduntur legatarii (Liguori, *Opus Mor.*, l. III, n. 920).

(J) Page 425.

722. « D'après ce sentiment (audiatur cl. Gousset), le donataire ou légataire qui est en possession des objets qu'on lui a donné ou légués sans observer les formalités prescrites par la loi, peut les conserver en sûreté de conscience ; mais les héritiers du donateur ou testateur peuvent également, en conscience, refuser d'exécuter les dispositions de leur auteur, en faisant casser, au besoin, le testament ou l'acte de donation. Dans cet état de choses, à quoi s'en tenir ? Voici ce que nous pensons pour la pratique, modifiant l'opinion que nous avons émise dans nos *Conférences d'Angers* :

« 1^o Un curé, un confesseur étant consulté si l'on peut en conscience recevoir des héritiers du testateur, ou conserver un legs ou un don nul par défaut de forme, répondra qu'on le peut certainement... — 2^o Consulté par les héritiers s'ils sont obligés en conscience d'accomplir les volontés bien connues du testateur, il leur conseillera de les accomplit ou de traiter à l'amiable avec le légataire ; mais il évitera de leur en faire une obligation, de crainte d'aller trop loin ; à moins qu'il ne s'agisse d'un legs pieux, et qu'on n'ait de fortes raisons de croire que le testateur n'a fait ce legs que pour réparer une injustice, ou satisfaire au devoir de l'aumône envers les pauvres, pour lesquels il n'aurait pas fait, pendant sa vie, ce qu'il était obligé de faire, de l'aveu de ceux qui l'ont connu. — 3^o S'il est consulté sur les donations manuelles, accompagnées ou suivies de la délivrance des choses qui en sont l'objet, il répondra qu'elles sont valables. On suppose qu'elles n'excèdent point notablement la quotité disponible et qu'elles ne sont point faites en fraude de la loi qui défend de donner à un incapable. (*Theol. Mor.*, n. 796.)

Anatolius (addit Gury), confecto testamento olographo, moritur antequam subscribere potuerit. Sabinus, hæres nominatus in hoc testamento, subscriptionem testatoris tam bene simulat, ut vere ab ipso confecta visa fuerit. Attamen, cum suborta fraudis suspicione, testamentum ad judiciale forum fuisset delatum, a judice validum declaratum fuit. Quid judicii ? — R. Sabinus ad restitutionem tenetur, quia per fraudem legatum sibi vindicavit ; fraude enim remota, certo per sententiam ab hæreditate exclusus fuisset. Sententia igitur Sabino favere non debet, cum in falso facto innitatur.

(K) Page 427.

723. Scotti, *Teoremi di politica cristiana*, part. IV, teor. iii et teor. iv, ait : « Les adversaires, qui savent bien que le peuple qu'ils veulent tromper se laisse facilement séduire par les paroles, et que les plus propres à donner une mauvaise idée sur notre sujet sont d'appeler ces biens de *mainmorte*, en ont abusé en les répétant continuellement dans les livres, les journaux, les discours, pour le porter à ne plus rien donner à l'Église, et à réprover, comme des suites de la barbarie, les donations que l'antiquité lui avait faites.

« Mais qu'y a-t-il de plus ridicule que cet abus ? Ces biens sont-ils de *mainmorte* dans le sens qu'on ne les met pas en culture ? Mais nous savons le contraire. On entend peut-être que les produits ne vont pas au peuple, et que l'Etat et les pauvres n'en retirent aucun avantage ? Mais c'est tout le contraire. Veut-on dire que les *mains* des ecclésiastiques sont mortes en ce qu'elles sont inutiles au peuple ? Mais nous avons montré les grands avantages que la société en reçoit. Peut-être ces biens périssent comme périt un vaisseau dans un naufrage, une forêt dans l'incendie, une armée dans une défaite ? Mais cette idée est absurde. Les prêtres forment une partie vivante, énergique et distinguée de la société chrétienne, et dès lors le public profite toujours de ses biens. Si l'on attache à ce nom la notion qui lui convient, qu'importe au public que les biens soient d'une classe ou d'une autre, si leur produit n'est pas détourné et circule sans cesse ?

« Il faut donc éloigner toute idée odieuse des biens de *mainmorte*, et ne pas les regarder comme des dettes, car il ne faut pas enlever les choses qui sont consacrées au culte divin. » (*Extrav. ambitiosæ, de reb. Eccl. non alienandis.*)

(L) Page 451.

724. Hic audiendus cl. Gousset : « Ici se présente une question : Pierre est possesseur de bonne foi d'une chose qui ne lui appartient pas ; il la possède comme *sienne* tout le temps requis pour prescrire. Paul, son fils et son héritier présumé, connaissant parfaitement que cette chose n'appartient point à Pierre, ne l'a point averti, de crainte d'interrompre une prescription dont il espérait profiter un jour. Pierre meurt, et Paul, en sa qualité d'héritier universel, recueille avec la succession le fonds que le père avait prescrit. Peut-il le conserver sans injustice ? Nul doute, à notre avis, qu'il ne puisse le conserver, non en vertu de la prescription, car ce n'est pas lui qui a prescrit, mais en vertu de son titre d'héritier, qui lui donne un droit réel sur tous les biens de son père légitimement acquis. Il a péché contre la charité en n'avertissant ni son père ni celui contre qui courrait la prescription ; mais il n'a point péché contre la justice. Et le père, étant devenu maître et propriétaire du fonds qu'il a prescrit, a pu le transmettre à son fils, comme il aurait pu le transmettre à un étranger, soit à titre lucratif, soit à titre onéreux. Qu'on n'objecte point la mauvaise foi du fils ; elle n'a pu vicier la possession du père, qui était de bonne foi ; elle n'a pu, par conséquent, empêcher la prescription. » (*Théol. Mor.*, t. I, n. 721.)

« Une autre question : Un enfant mineur peut-il prescrire par une possession de bonne foi ? Il le peut, car la possession court au profit de tous ceux qui, de bonne foi, possèdent civillement, avec un titre translatif de propriété, réel ou présumé. Mais pourra-t-il, étant devenu majeur, conserver les biens qu'il a prescrits de bonne foi, dans le cas où le tuteur eût été de mauvaise foi ? Nous pensons qu'il peut les conserver, puisqu'il a pour lui le titre d'une prescription légitime : la mauvaise foi du tuteur ne peut nuire aux droits que le mineur tient de la loi. Si, durant son administration, le tuteur a fait tort à un tiers, lui seul doit en être responsable. » (*Ibid.*, n. 722.)

(M) Page 454.

725. 1. Theologi contractum virtualem appellant *quasi-contractum*. E contra Juriste utrumque et formalem et virtualem verum contractum appellant, unum expressum, alterum tacitum; nomen autem *quasi-contractus* unice applicat obligationi nascenti ex aliquo facto, ubi vel lex vel naturalis aequitas consensum supplet: v. g.,

Petro obsente, ipsius domum ab incendio cum nonnullis expensis tueor : Petrus ex quasi-contractu tenetur mihi refundere expensas. Discrepantia videtur tantum de nomine, cum aequa videantur convenire et Theologi et Juristæ quoad partam obligationem.

726. 2. Non est autem attendenda, notat Alasia, illorum paucorum doctrina, qui docent ad validitatem contractus sufficere, ut quis consentiat in verba externa, etsi interius nolit contrahere; contractus enim est conventio voluntatis, at conventio voluntatis sine ejus actu et assensu esse non potest: et certe consensus fictus non magis est consensus, quam homo pictus reapse sit homo. Neque inde sequitur omnes contractus dubios esse; nam libere contrahentes interius consentire solent, et hoc sufficit ad securitatem. Adde : nemo credere tenetur ei qui affirmat se interius non consensisse. Adde : qui facte consensit, tenetur partem deceptam indemnum facere, et etiam vere consentire, si opus.

Huic questioni alia videtur affinis, *an valeat contractus interno consensu initus, sed sine animo se obligandi?* Alii cum Lessio affirmanter; qui enim vere vult contrahere, vult omnia consecraria ejus, ut est obligatio. Alii cum Croix dicunt valere prout praevalet vel non praevalet voluntas contractus. Verum qui sic contrahit, in probabiliori sententia ab omni obligatione immunis est, uti dicunt Sanchez, Salmantenses, etc.; apposita enim conditio quæ contractus substantiae adversatur, contractum ipsum invalidat; uti conditio, quæ adversatur substantiae matrimonii, ipsum facit invalidum, licet adsit intentio contrahendi. — V. Liguori, *Op. Mor.*, 1. III, nn. 709 et seq.

727. 3. Monitum. Materia omnis, quæ ad contractus refertur vel ad restitutionem, ita est scitu necessaria, ut si in ea Confessarii non sint bene versati, ipsos in multa offendicula incurrire oporteat: quare videant tyrones quanto animorum conatu nisi debeat in rebus his, ut bene omnia addiscant. Facile autem evenire poterit, ut quæ principis nostris inhærentes dicturi sumus, non omnibus satisfaciant: quædam videbunt sapere indulgentiam nimiam, quædam nimiam austeritatem. Quoniam vero sententias nostras, ubi non facit *Codicis Albertini* dispositio, desumpsimus ex doctrina S. Alphonsi, nostram defensionem adstruemus ipsiusmet verbis, qui scribit: « Testor Deum, cuius honorem et animarum salutem mihi proposui, quod quidquid scripserim, non ab aliquo impulsu, aut verbis aliquorum auctorum adductus, vel austeritati aut benignitati nimis adherens ad hæc scribenda me induxi, sed in qualibet quæstione, prævio diurno studio, curavi quidem veritatem investigare præcipue in iis, quæ ad proximam magis faciunt. Et propterea non solum diligenti trutina perpendere elaboravi rationes, quas Doctores classici tradunt, sed etiam plures doctos recen-

tiores consulere non neglexi... Siquidem non tanquam ovis (ut verbis utar rigoristarum) semitam scriptorum cæco ductu seculatus sum; sed operam dedi, ut veritatem assequerer, aut sententias quæ veritati magis accedunt, amplexarer... Non pretermisi rigidæ sententiae Auctores legere ac præcipue Merbesium, Contensonium, Habert, Natalem Alexandrum, Juvenenium, Cabassutum, Tournely, Genetum, Petrocensem, Concinam, etc., paratus a sententiis meis desciscere, si de veritate me convicissent. Sed quomodo me convincere poterant, dum videbam, quod ipsi (ut plurimum) magis conviciis, quam vi rationum, sententias suas suadere conantur? quomodo in omnibus adhærere potuissem iis, qui opiniones suas sæpius veriores et Evangelio conformatiores prædicant, nonnisi quia rigidiores? et frequenter insultant in oppositas sententias tanquam falsas ac Evangelio adversas, nonnisi quia libertati favent? » (*Op. Mor.*, l. III, n. 547.)

(N) Page 464.

728. *An sit (queres) aliqua regula, qua dignosci possit legem civilem, ratione publici boni, illico obligare etiam in conscientia, cum aliquid circa contractus decernit?*

R. 1: Princeps seu Respublica habet quidem jus de civium bonis etiam in conscientia disponendi, eorum nempe contractus validos, vel invalidos declarando, non tamen ad merum arbitrium, sed sola necessitate boni publici impellente; Princeps enim seu Respublica non est domina bonorum, sed tutor, ut ita dicam, et vindicta. Verum non modica difficultas est inter peritos discernere, quandonam revera lex Principis velit in conscientia firmitatem vel nullitatem ratione publici boni statuere; ideo magis, quia non semper uititur eadem verborum formula in suis expressionibus, neque semper satis constat de publico bono.

Sic aliquando lex directe, et absolute rerum dominium de uno in aliud transfert, ut facit in usufructu legali et rerum inventione. Aliquando obligationem solvit, quam quis jure naturæ contraxisset, ut evenit plerumque in mutuo filiisfamilias dato. Aliquando tribuit jus repetendi quod jam alteri solutum est; sic minores habent jus repetendi amissum in ludo. Aliquando prohibet quidem contractum, sed non irritat, ut ludos vetitos: aliquando vero et prohibet et irritat, at post sententiam judicis, ut contractus metu ac dolo initos: aliquando denique, nulla facta mentione judicis sententiae, et prohibet et irritat et impedit, ne quis rerum suarum dominium transferat in aliud, id est vel absolute vel relative. Sic impedit absolute omnes a testando

quæcumque bona habeant, si nondum 16 annum compleverint¹: et si compleverint, eos impedit relative, ne scilicet ad hæreditatem certas personas vocent, puta filium adulterinum, etc. His positis:

R. 2: Quando certo constat ex sensu omnino obvio verborum, ex motivo legis, ex discussionibus ejus, ex præcepsum tribunalium et opinione peritorum, etc. legem civilem revera ob publicum bonum voluisse vel non voluisse transferre rerum dominium de uno in aliud, certum est eo in casu ipsam civilem legem obligare in conscientia. Sic hodie nemo dubitat de validitate præscriptionis etiam pro foro conscientiae ac de legitimo jure parentum in usumfructum bonorum filiorum familiæ.

E contrario si lex tribuat jus irritationis, quin tamen irritet, nemo dubitat, tunc valere contractum quoadusque hic a judice scindatur: sic si in venditione intervenerit gravis laesio, venditio valida est; quia lex dat quidem jus rescindendi contractum, sed non ipso facto eum scindit. Idem est ordinarie, si verba legis sint tantum prohibitiva, non irritantia; nam multa facta tenent, quæ tamen fieri prohibentur: sic lex prohibet confidere testamentum in charta non obsignata (vulgo non timbre); si tamen id fiat, testamentum tenet. Quod etiam valet, si lex fundata sit in præsumptione alicujus facti, quod non subsistat; nam præsumptio facti juxta omnes cedit veritati: sic lex statuit, judiciale depositionem semel actam, semper obtinere contra ipsum dependentem, nec revocari posse; si tamen illa depositio fundata fuerit in falsa alicujus facti suppositione, tunc lex ejus revocationem admittit; quia nempe præsumebat factum, quod tamen non aderat².

R. 3: Si supradictis regulis rite persensis, de ipsius legis vi adhuc dubitetur, in hoc casu dicimus: — 1° ex ipsa naturali æquitate resolvendam esse controversiam. Hoc sensu ordinem ac modum a lege civili præstabilitum ad solvendum creditoribus casu, quo quis decoctus evadat, tuemur vel in ipso foro interno obligare; — 2° interrogandum esse communem Theologorum sensum: sic hac ratione defendimus, legem deobligantem filiosfamilias a reddendo mutuo etiam in conscientia probabilius tenere; item legem quæ legitimam determinat in hæreditate, etc.; — 3° videndam esse quotidianam timoratorum præxim atque consuetudinem: sic dicimus dona manualia valide tribui,

¹ V. Cod. civ. Gall., art. 903 et 1095.

² V. Cod. civ. Gall., art. 1356. — Exemple: « Je devais cent francs à votre oncle; vous m'en demandez le payement; j'ai fait en justice l'aveu que j'étais débiteur de la somme réclamée, parce que je croyais réellement que vous étiez l'héritier de votre oncle. Apprenant que vous n'êtes pas son héritier, je pourrai révoquer mon aveu. »

etiam non servatis a civili lege præscriptis solemnitatibus, quamvis generatim ipsa lex omnes donationes ita factas videatur prorsus irritare; — 4° tandem si hisce omnibus consideratis, vel ob discrepaniam auctorum vel ob rationes ex utraque parte momentosas, adhuc dubium sit, an lex decernat contractus nullitatem ratione publici boni an non, eo in casu dicimus potius esse jus possessoris, illius nempe qui rem controversam jam sibi detinet: et hoc quidem rationi consenteum est ex communi Doctorum.

Q. In quo consistit dannorum compensatio, quæ fieri debet ob non impletum vel vitiosum contractum?

R. Si obligatio contractus sit certa pecuniae summa tradenda, si ea tradita non fuit, ex Codice civili compensatio consistit in solutione usurarum (vulgo intérêts) juxta taxam legis (quin teneatur creditor probare damna, quæ passus est); attamen salvis iis, quæ speciatim præscribuntur in commerciis, fidejussione et societate. Hæc autem solutio non debetur, nisi a die judicialis petitionis: excipi si lex declarat usuras decurrere pleno jure. Quæ porro legis civilis determinatio generatim loquendo locum habet probabilius etiam in conscientia (quin attendatur an tale revera fuerit damnum), ut sic inter tot evenientes casus habeatur certa regula, et omnibus occurratur anxietatibus ex parte creditoris et fraudibus ex parte debitoris¹. — Si vero materia contractus non sit pecunia, sed alia res, tunc si compensatio sit a partium conventione determinata, ipsi standum est²; secus compensanda sunt, interveniente dolo, omnia damna, quæ directe sequuntur ex contractus inexecutione vel vito: dolo autem non interveniente, compensanda sunt tantum damna quæ prævisa sunt, aut potuerunt prævideri tempore contractus; cum eo in casu nulla adsit culpa³.

(O) Page 478.

729. *An (quares) vita hominis possit constituere objectum emptionis? Homo non potest esse venalis hoc sensu, quasi nempe trans-*

¹ Occurrere potest casus extraordinarius, in quo, ipsa ratione dictante, taxam legis excedere licet: ut si debitor fraudulentiter solvere omittat tempore præfixo, et creditor inde majus et certum patiatur damnum vel vendendo minoris vel majoris mutuando; tunc si non ex lege civili, certo ex lege conscientia debitor tenetur de damnis.

² C. Ped. art. 1240.—C. A. 1325.—C. G. 1289 et seqq.—C. S. 1100.—C. P. 1119. — C. M. 1196.

³ V. Liguori, *Op. Mor.*, I. III, n. 704.

ferre possit in aliud jus suæ vitæ ac necis; hoc enim jus est solus Dei: poterit tamen vendere usum suæ vitæ ac suorum actuum, cum usus vitæ et actuum bene cadat sub alterius dominio. Hinc, ubi res in se ipsa spectetur, et debitis intervenientibus conditionibus, commercium Nigrorum, etsi lugendum, non tamen jure naturæ primario illicitum dicunt. Conditiones sunt: 1. ut justo titulo nigritæ libertate sua priventur: 2. ut humano modo tractentur; 3. ut in contractu non sit fraus. — Quæ tamen conditiones cum fere nunquam reperiantur, ideo merito in praxi uti illicitum et detestabile commercium illud habetur: atque ideo merito Pontifices complures illud expresse damnarunt. Præstant inter eos Paulus III, Urbanus VIII, Benedictus XIV, Pius VII et nostra ætate gloriose memoriae Pontifex Gregorius XVI, qui Apostolicis Litteris 2 decembris anno 1830 hoc commercium aperte declaravit *Christiano nomine prorsus indignum*, et simul districte prohibuit, ne quis Ecclesiasticus aut laicus illud.... veluti licitum sub quovis obtutu aut quzesito colore tueri, aut aliter publice vel privatim docere præsumat.

Quod ipsa *civilis lex* prohibet: hac de re inita est conventio 20 dec. 1841, inter Austriam, Galliam, Angliam, Borussiam et Russiam. — Item lege lata mens. aug. 1853 apud nos. — V. *Cattolico di Lugano*, Giornale, vol. 17. — Biot, *Sur l'abolition de l'esclavage*. — Audisio, *Jur. nat. et gent.*, I. II, t. XVI. — Roberti, *Lettera sopra il trattamento dei Negri*. — *Annali Religiosi*, vol. I. — Balmes, *Le protestantisme*, etc., c. XVI et XXXI. — Cochin, *Sur l'abolition de l'esclavage*. — Huc mire faciunt duo recentiora Opera, quibus nigri ac infideles ad hominis libertatem et animæ salutem redimuntur. — 1. *Oeuvre de la sainte Enfance pour le rachat des enfants dans la Chine et les autres pays infidèles*, sub Episcoporum protectione erecta. — 2. *Pia Opera del riscatto dei fanciulli e delle fanciulle more*, studiosa charitate sac. Olivieri genuensis. V. Civ. Catt., Ser. 2, vol. II: la chiavità in America; vol. 7: la redenzione delle morette. Ser. 4, vol. v: *i popoli non si vendono: i poopli mercanzia*, ecc.

(P) Page 490.

730. *Sed (quares): Quantinam credita emi possint?* — Fatentur omnes credita incerta et litigiosa emi posse minoris, habita ratione periculi, laboris et difficultatis, quæ in solutione eorum exigenda haberi solent; quia credita hæc in communi aestimatione valent revera minoris. Quod currit, etsi emptor ob peculiarem ac personalem causam, puta favorem, clientelam, dexteritatem posset credita illa nullo im-

pendio nulloque labore vindicare; nam rerum pretia non ex casu hominis particulari, sed ex communi hominum sensu accipienda sunt. Hoc etiam civili lege sustinetur, in ea tamen statuitur, quod si quis jus litigiosum emerit, is contra quem lis vertitur, poterit tale jus redimere solvendo emptori pretium ab ipso solutum una cum expensis factis necnon usuris computandis a die, quo pretium ab emptore ipso fuit solutum. — Attamen jus redemptionis lex non tribuit litiganti, si cessio juris litigiosi ab adversario facta sit vel hæredi aut comproprietario juris cessi; vel alicui creditorum in solutionem omnium, quæ illi debentur; vel possessori fundi, de quo lis est¹, vel titulo gratuito, quia tunc cessio non est odiosa, nec potest verificari aliqua pretii solutio pro illius redemptione (Liguori, *Op. Mor.*, I. III, n. 825).

Si autem agatur de creditis liquidis, certis et tutis, utrum hæc etiam tuta conscientia minoris emi possint, disputant. Alii volunt cum Anacleto, Azorio, Bellarmino, Bernardino Senensi, Cajetano, Navarro, Sanchez et Tournely probabiliter etiam hæc emi posse pretio minori, quam infimo; quia non emitur pecunia, sed emitur actio ad illam: ideo justum censetur pretium, quod communiter negotiatores pro talibus chirographis persolvere solent. — Alii ex adverso negant cum S. Thoma, Croix, Laymano, Lessio, Sylvio, Sporer et Viva; quia actio ad creditum certum, liquidum et tutum, quin adsit periculum, vel difficultas occurrat in eo exigendo, tanti valet quanti valet ipsa pecunia debita. Hæc secunda sententia est quidem suadenda uti communior et tutior; sed prima tam ob auctoritatem Doctorum illam propugnatam, quam ob rationem cui innititur, non videtur rejicienda uti improbabilis. Sane in praxi credita hujusmodi semper revera aestimantur minoris, quam ipsa pecunia numerata; quia vix unquam libera sunt a periculo exactionis et sumptibus, vel saltem a molestiis atque incommidis sane non paucis.

731. *Quid si res nullum habeat pretium determinatum in humano commercio, uti gemmæ quædam, aves indiæ, veteres picturæ, statuæ, libri rari, antiqui et similia? vendine tanti poterunt, quanti quis sibi voluerit?* Idem quæritur de cantu, saltatione et abusu mulieris. Omnes istæ res extraordinariæ, qua non sunt necessarie ad communem convictum, possunt vendi quanti plurimi, ut docent Diana, Serra, Sotus, etc.; quia cum non sint taxatæ, illud pretium putatur justum, quod convenit inter partes: hoc recte vocant probabile Salmanticenses. Verum nos probabilius negandum putamus cum Bouvier, Gury, Continuatore Tournely, Lessio, Lugo aliisque; quia tametsi pretium talium rerum magnam recipiat latitudinem,

¹ Cod. civ. Gall., art. 1689 et seqq.

æquum semper est, ut habeat quamdam taxam arbitrio prudentum; cuilibet enim rei sua est aestimatio.

Attamen in his sicut et in aliis venditionibus, quando ex utraque parte bona existat fides, communiter pœnitentes non sunt inquietandi, nisi ex fundato indicio appareat veram extitisse injustitiam. Sic quotidianè veteres libri in se optimi vili pretio venduntur, qui si novi, licet non meliores, quadruplo pluris venderentur; at nemo suspicatur aliquam ibi esse injustitiam, quia sic inter homines receptum est. Qui autem res minoris pretii in se asportant in regiones ubi maximi aestimantur, v. g., cultello vel specula ad Indos, eas pretio ibi recepto vendere possunt: quia pretium hujusmodi objectorum communi hominum ibi commorantium aestimatione determinatur: hoc vero pretium excedere injustum esset. Qui inter res communes invenit rem, quam scientia privata novit pretiosam; v. g., herbam medicinalem inter herbas communes, illam cum ceteris vili pretio emere potest, si sit in loco ubi valor iste a nemine aestimatur; et etiam probabilius, licet in eodem loco plures rei valorem aestimare valeant, quia ex usu et destinatione res illa censetur amisisse pretium et honorem: sic in praxi apprehendunt omnes. Ita multi Theologi, Billuart, Dens, Vernier, etc., contra Collet.

(2) Page 501.

Circa locationem et conductionem quædam sunt inquirenda pro praxi.

732. a. Quæ régulæ speciales pro conductione domorum et fundorum rusticorum?

R. Ad 1: Conductor domus (seu inquilinus) tenetur: 1. eam sufficienti suppellectili instruere, quia in illis locator privilegium habet: excipe nisi alio modo de pensione locatori solvenda cautionem tribuat: aliter expelli potest; 2. tenetur ad reparations locativas, nisi aliud stipulatum vel nisi vetustas aut vis major detrimenti sit causa: expensæ autem pro puteis et cloacis expurgandis pertinent ad locatorem; 3. tenetur solvere locatori pensionem respondentem tempori, quod expectare debet ad aliam locationem ineundam: item ad cetera dama, atque ad id quod interest, si ipsius culpa resolvatur locatio. Hic etiam notandum, quod locatio suppellectilium pro domo vel parte domus, aut apotheca instruenda, nullo statuto tempore, censetur facta ad illud tempus, quod determinat consuetudo regionis; locatio vero domus jam instructæ censetur facta ad annum, ad mensem, ad diem, prout pretium in annum, mensem vel diem pactum fuerit¹.

¹ C. Ped., art. 1759. — C. A. 1096. — C. G. 1752 et seqq. — C. S. 1598. — C. P. 1642. — C. M. 1679.

R. Ad 2 : Conductor fundi tenetur : 1. fundum instruere animalibus et instrumentis ad agros excolendos necessariis, culturam curare, uno verbo re locata ut bonus paterfamilias : securus poterit judiciale expelli et teneretur eo in casu de omnibus damnis ; 2. fructus in loco statuto reponere ; fructus enim qui ibi nascentur, tacite intelliguntur pignori esse domino fundi locati ; 3. admonere locatorem si quae usurpatio in suis fundis contingat, et quidem sub poena compensandi damna, id quod interest, et expensas omnes quae sustineri debent a domino ad rem suam indemnum tuendam ; 4. cum a locatione cessat, tenetur relinquere paleas, stramina, fimum collecta per annum, ubi haec sublocationis initium et ipse acceperit : quod si illa non receperisset, adhuc ea relinquere tenetur ; sed casu quo justo pretio dominus ea velit sibi comparare. Hic autem notandum, quod si messis unius anni ex dimidia saltem parte casu fortuito interierit, conductori fas est petere, ut pensio solvenda minuatur justa regulas in Codice relatas : excipe nisi id ubertate aliorum annorum compensetur ; vel nisi conductor expresse omne in se suscepit periculum, quod tamen de solo ordinario, ut grandine, fulmine, gelu; pruina intelligitur ; nam ut etiam teneatur de casibus extraordinariis, v. g., aquarum insolita inundatione, bellica vastatione, critogma, debet omnibus casibus fortuitis expresse se submittere sive prævisis sive non. *Cod. Ped. art. 1771. — C. A. 1104. — C. G. 1763 et seqq. — C. S. 1609. — C. P. 1673. — C. M. 1688.*

b. Quisnam colonus partiarius, et quid de eo?

R. Qui fundum rusticum alterius suscipit excolendum eo pacto, ut fructus inter ipsum et proprietarium dividantur, dicitur colonus partiarius, et contractus ipse colonia partiaria. Qui contractus moderatur iis legibus quibus locatio rerum in genere, et præsertim fundorum rusticorum, salvis hisce specialibus : 1. fructuum jactura, si contingat casu fortuito, a domino et colono æque ferenda est; 2. colonus partiarius non potest alie fundum sublocare, neque cedere sine domini facultate : securus tenetur de damnis et lucro cessante, et potest etiam expelli ; 3. neque potest foenum, paleas, aut latalem vendere, aut pro aliis vecturas facere absque proprietarii consensu: et merito ne fundi cultura minuatur; 4. contractus hic quovis modo initus non cessat ipso jure sed requiritur ut proprietarius det, vel colonus missionem petat inter tempus a consuetudine definitum. Potest etiam ante ipsum tempus, judicio tribunalis, postulari contractus solutio, si colonus non faciat satis suis obligationibus, vel si ob habitualem morbum ad id ineptus foret. Item per mortem coloni resolvitur contractus, non tamem ante elapsum annum integrum, quo ipso obiit (ubi notandum quod annus agrarius generatim incipit die undecima novembris):

imo si obierit in postremis quatuor mensibus, competit filii et ceteris hæredibus, qui cum defuncto habitabant facultas in conductione manendi per annum sequentem: et his deficientibus vel nolentibus, facultas haec ipsi viduæ competit. Poterit tamen semper sibi cavere dominus, ut tam hæredes quam vidua tanquam boni patresfamilias fundum colant.

Pro iis autem casibus, in quibus supradictæ regulæ non provident, neque expressa partium conventio, servandæ sunt locorum consuetudines ; et his deficientibus, haec a lege præscribuntur : 1. animalia necessaria ad fundum excolendum, instrumenta, fimum et quidquid culturæ occurrit, item expensæ pro agro colendo et fructibus colligendis, a colono sunt suppeditanda : semina vero a proprietario et colono æqua parte ; 2. colono est plantationes ordinarias et in substitutionem arborum demortuarum perficere, domini vero plantas dare, nisi eas producat ipsius fundi seminarium, item fasces, vimina ac palos ; 3. sulci aquarri inter ipsos agros existentes aut viis publicis adhaerentes a colono expurgandi sunt : qui insuper tenetur materias transvehere pro reparando fundo et domo colona : neconon fructus ad proprietarii domum transferre, si tamen haec non longe distet, ut æquitas docet; 4. non licet colono metere messes, frumenta excutere, uvas colligere, etc., nisi prius admonito proprietario : fructus autem omnes naturales et industrielles æque dividuntur ; sed de palis et ramis arborum colono licet sumere tantum quæ fundo aut suo usui occurrunt ; 5. tandem contractus hic ad annum censemur initus, si nullum fuerit tempus determinatum : annus autem (ex dictis) incipit die undecima novembris. Quod si elapsus sit mensis martii, quin data aut petita fuerit missio, tunc contractus censemur ad alium annum renovatus. De his omnibus standum est legibus et consuetudinibus patriis. (Not. Edit.)

733. c. Quid de locatione operarum et industrix?

R. Ex civili Codice tres recensentur species locationis operarum et industriæ: una ea est, qua quis propriæ personæ operam obligat ad alium famulandum ; altera est vectorum, qui personas vel res alienas terra marique devehere sibi assumunt ; tertia est redemptorum (*vulgo entrepreneurs des travaux de ferme*), qui nempe operas perficiendas suscipiunt.

1. Quoad locationes operarum, quæ a famulis et operariis præstantur, haec sanciuntur : 1. nemo potest operas suas obligare nisi ad tempus ; aut ad certum aliquod opus perficiendum : hinc etiam nulla est obligatio, qua ipse dominus se obstringit ad retinendum famulum ad ejus vitam ; 2. fides adhibenda est domino, modo juret, sive agatur de mercidis quantitate, sive de facta solutione salarii pro anno elapo præstiti famulitii, sive de rebus in antecessum suppeditatis pro anno currenti ;

3. servandæ etiam sunt peculiares leges politiæ, quæ operarios et famulos respiciunt¹.

2. Vectores, qui terrestri itinere aut navi vecturam faciunt, quoad custodiendas res ipsis commissas iisdem obligationibus tenentur quibus cauponæ quoad res apud se depositas a viatoribus : quare inter cetera tenentur etiam de furto aut damno, nisi probent vi majori aut casu id evenisse. Insuper debent : 1. respondere de rebus, quæ sibi commissæ fuerunt in ipso portu, aut in loco in quo res illæ colliguntur, ut inde in navim aut currum transferantur ; 2. habere tabellam, in qua describantur quæ transferenda accipiunt : quod quidem dicendum est etiam de directore publicarum vecturarum ; 3. tandem servare omnia statuta specialia, quæ vel apud ipsos legis vim habent, vel constituant cum iis quibuscum contrahunt².

3. Quod spectat ad illos, qui operas peragendas suscipiunt, v. g., murum, palatium, hæc speciatim veniunt observanda : 1. si artifex una cum opera materiam suppeditet, opus ejus periculo stat antequam domino tradatur, modo iste non sit in mora illud accipendi. Si vero artifex suam operam tantum impendat, et res pereat, non ei perit, nisi sit in culpa ; at in hoc casu, si neque dominus sit in mora eam recipiendi, neque vitium materiæ fuerit causa ruinæ, artifici nullum est jus ad mercedem exposcendum ; 2. si agatur de opere quod pluribus constet partibus, aut ad mensuram conficiendum traditum sit, singula separatim partes jam confectæ approbari poterunt, ne amplius stent periculo artificis : et sic præsumitur, si dominus mercedem pendat artifici pro rata operis confecti ; 3. et artifex et architectus ad decem annos respondere debent de detrimentis, quæ ædificium vel aliud opus notabile ob vitium constructionis vel soli patiatur ; 4. neque artifici neque architecto, qui cum proprietario de æde construenda convenerint juxta delineatam idnographiam, jus est ad mercedis augmentum prætextu, quod creverit pretium constructionis aut materiarum : aut facte fuerint innovations, siquidem ha debuerant scripto probari, ac determinari pretio ; 5. artifex debet respondere de operibus personarum, quas ipse operi destinavit : hinc cœmentarii, fabri-lignarii, ferrarii ac ceteri, qui conducti fuerunt in confiendo aliquo opere, nullam habent actionem contra dominum, nisi quoad summam quæ adhuc solvenda superest artifici, ut ex ea propriam mercedem accipient ; 6. semper licet domino contractum solvere, modo artifici pendat, quidquid ei interest.

¹ C. Ped., art. 1801. — C. A. 1153. — C. G. 1780 et 1781. — C. S. 1633.

— C. P. 1709. — C. M. 1701.

² C. G., 1782 et seqq.

Hic contractus solvit, ipso jure, artificis morte : sane personalis industria, cuius ratio censetur habita in hisce conventionibus, cum ipsa persona deficit : attamen hæredibus artificis, architecti, aut redemptoris solvendum est a domino pretium partis operis jam perfecti, neconon materiarum quæ jam paratae fuerunt, si tamen hæc omnia aliquam ipsi domino afferant utilitatem (Cod. civ. Gall., art. 1787 et seqq.).

(R) Page 509.

734. a. Differt omnino census ab usura; nam ille est jus percipiendi annualitatem ex re frugifera, est ergo emptio partis ususfructus; ista autem est jus percipiendi ex re infrugifera, cum pecunia de se sterilis sit, ideo fundamentum non habet. Census excogitus fuit, ut locum faceret mutuo pecunie : at hodie obsolevit; cum mutuum pecunie fuerit in pluribus legitimatum.

735. b. Ex Bulla Piana hæ sunt conditions præcipuae ad censem : — 1. ut res, in qua constitutur census, sit immobilis, frugifera et certis finibus nominatim designata ; — 2. ut census fiat in numerata pecunia et publico instrumento ; — 3. ut non solvatur anticipate ; — 4. ut nulla conventio fiat obligans ad casus fortuitos ; — 5. ut nullum sit pactum auferens, vel restringens facultatem alienandi rem censi suppositam : quæ si sit vendenda, dominus census est præferendus et per mensem expectandum, an velit uti optione. Item nulla pacta omnia adversus morosum census debitorem : item pacta novi census : item pacta continentia solutiones onerum ad eum spectare, ad quem non pertinet ; — 6. ut re pereunte et census pereat, vel pro rata, prout res perit ; — 7. ut censitor non possit pretium unquam repete : et contra possit censuarius semper redimere censem, facta denuntiatione per bimestre ante ; — 8. denique ut pretium semel constitutum neque minuatur neque augatur.

Quæ omnia tum ad inducandam contractus æqualitatem, tum ad avertendam usuræ suspicionem constituta sunt : ubi notandum : 1. quod si pacta in censi repugnant illius substantiæ, census nullus evadit : nisi clausula sit, contractum intelligi semper constitutum ad formam Bullæ Pianæ (tunc pacta habent uti non apposita, si non sint executioni mandata); 2. quod hæc Bulla quoad omnia apud omnes non viget : alibi enim ea usum non habuit, alibi vero abiit in desuetudinem, et hoc evenisse plures dicunt de Regno Sabaudie, ex quo, nemine reclamante, novus Codex per tot annos inductus est. — V. Alasia, *De censi.* —